

Instruments juridiques du Conseil de l'Europe relatifs à la politique familiale et aux droits de l'enfant

L'importance que le Conseil de l'Europe accorde aux familles et aux enfants se traduit par sa vaste gamme d'instruments juridiques.

Conventions du Conseil de l'Europe

- La *Convention européenne des droits de l'homme* et la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme garantissent à tout un chacun le droit au respect de sa vie privée et familiale.
- La *Charte sociale européenne* et la *Charte sociale européenne révisée*, tout en respectant pleinement l'autonomie de la sphère privée, décrivent la famille comme une cellule fondamentale de la société ayant droit à une protection sociale, juridique et économique appropriée.
- La *Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants* accorde aux enfants le droit de participer aux procédures les intéressant devant une autorité judiciaire.
- La *Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels* est le premier traité international qui reconnaît les abus sexuels dont sont victimes des enfants et les érige en infraction pénale.
- La *Convention européenne en matière d'adoption des enfants révisée* est guidée par le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et vise à rendre les procédures nationales d'adoption plus transparentes, efficaces et imperméables aux abus.



Les enfants ont besoin de plus de protection et non le contraire.

Recommandations du Comité des Ministres

- La *Recommandation (2006)19 relative aux politiques visant à soutenir une parentalité positive* encourage les Etats à reconnaître l'importance des responsabilités parentales et la nécessité d'apporter aux parents un soutien suffisant pour élever leurs enfants. Elle recommande aux Etats membres de prendre toutes les mesures législatives, administratives et financières appropriées pour créer les conditions les plus propices à l'exercice de la parentalité positive.
- *D'autres recommandations* établissent des normes juridiques sur la mise en œuvre de politiques familiales cohérentes et intégrées, la médiation familiale, les garderies d'enfants et la participation des enfants à la vie familiale et sociale.

Pour une liste complète des instruments juridiques et des publications du Conseil de l'Europe sur la parentalité positive, voir les sites : www.coe.int/children et www.coe.int/familypolicy

CONSTRUIRE UNE EUROPE POUR ET AVEC LES ENFANTS



A propos du Conseil de l'Europe

Fondé en 1949, le Conseil de l'Europe est une organisation internationale qui, forte de 47 Etats membres, a pour mission de promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit. Il s'attache à élaborer des principes démocratiques communs fondés sur la Convention européenne des droits de l'homme et d'autres textes de référence relatifs à la protection des personnes, et donc des enfants.

L'une des priorités majeures du Conseil de l'Europe est de favoriser la cohésion sociale et de protéger les droits sociaux en tant que condition préalable à une véritable jouissance des droits fondamentaux de l'homme et au respect de la dignité humaine.

Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
www.coe.int/familypolicy
familypolicy@coe.int

© Conseil de l'Europe - Illustration: Gabriel Pagonis



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE



Politiques visant à soutenir une parentalité positive

Tous les parents ont la volonté d'être de bonnes mères ou de bons pères pour leurs enfants. Etre parent est une expérience à la fois heureuse et agréable mais qui peut aussi être source d'angoisse. La plupart des parents éprouvent, à un moment ou un autre, le besoin d'être soutenus dans des situations qui leur paraissent difficiles et qu'ils ont du mal à maîtriser. D'autres parents nécessitent une attention particulière, car ils élèvent leurs enfants dans des conditions sociales, économiques ou personnelles difficiles. Elever des enfants et créer les conditions nécessaires à leur plein épanouissement est une lourde responsabilité.

Certes, l'éducation des enfants appartient, à maints égards, au domaine privé, mais c'est aussi une question qui relève légitimement de la politique publique. Les pouvoirs publics devraient, en effet, créer des structures et des services permettant aux parents d'acquiescer les compétences nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités. Ce serait une étape majeure dans la mise en place des bases familiales indispensables à la pratique véritable d'une parentalité positive.

Le Conseil de l'Europe a toujours été un précurseur dans la promotion de la compréhension de l'enfance et des expériences de vie familiale. S'appuyant sur sa vaste expérience et reconnaissant qu'il y a de nombreuses façons différentes d'élever les enfants, il a établi une série de principes généraux qui déterminent la notion de parentalité positive ainsi que des lignes directrices sur la manière dont les responsables politiques peuvent la soutenir. Concernant les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine, le document de référence est la Recommandation (2006)19 du Comité des Ministres relative aux politiques visant à soutenir une parentalité positive.

Qu'entend-on exactement par parentalité positive ?



Les droits de l'enfant font grandir la famille.

La parentalité positive renvoie à un comportement parental qui respecte l'intérêt supérieur de l'enfant et ses droits, comme l'énonce la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant qui prend aussi en compte les besoins et les ressources des parents. Les parents qui agissent ainsi veillent au bien-être de l'enfant, favorisent son autonomie, le guident et le reconnaissent comme un individu à part entière. La parentalité positive n'est pas une parentalité permissive : elle fixe les limites dont l'enfant a besoin, de manière à l'aider à s'épanouir pleinement. La parentalité positive respecte les droits de l'enfant et favorise l'éducation dans un milieu non violent.

Le concept de parentalité positive se fonde sur la série de principes fondamentaux suivants.

Les parents devraient apporter à leurs enfants :

- une *éducation affective* – en répondant à leur besoin d'amour, d'affection et de sécurité ;
- des *structures et des orientations* – en leur donnant un sentiment de sécurité, en instaurant des règles de vie et en fixant les limites voulues ;
- une *reconnaissance* – en les écoutant et en les appréciant en tant qu'individus à part entière ;
- une *autonomisation* – permettant de renforcer chez eux le sentiment de compétence et de contrôle personnel ;
- une *éducation non violente* – excluant tout châtiement corporel ou psychologiquement humiliant. Les châtiements corporels constituent en effet une violation du droit de l'enfant au regard de son intégrité physique et de sa dignité humaine.

En bref, les enfants réussissent mieux quand leurs parents :

- sont affectueux et encourageants ;
- passent des moments privilégiés avec eux ;
- cherchent à comprendre leurs expériences et leur comportement dans la vie ;
- leur expliquent les règles à suivre ;
- les complimentent lorsqu'ils se comportent bien ;
- réagissent à leur mauvaise conduite en leur expliquant pourquoi ils n'ont pas bien agi et en recourant, si nécessaire, à des punitions non violentes, comme leur imposer une mise à l'écart temporaire, leur faire réparer les dommages causés, ou encore leur donner moins d'argent de poche, et à d'autres sanctions de ce type, plutôt que les punir sévèrement.

En savoir plus :

- *La parentalité dans l'Europe contemporaine : une approche positive*, Editions du Conseil de l'Europe, 2007 ;
- *L'abolition des châtiements corporels : un impératif pour les droits de l'enfant en Europe*, Editions du Conseil de l'Europe, 2008 ;
- *Views on positive parenting and non-violent upbringing*, Editions du Conseil de l'Europe, 2007 (disponible uniquement en anglais).

Comment les Etats peuvent-ils soutenir la parentalité positive ?

Grâce à des politiques familiales qui :

- garantissent aux familles ayant des enfants un niveau de vie approprié ;
- protègent les enfants de la pauvreté, et les familles ayant des enfants de l'exclusion sociale ;
- permettent aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle ;
- fournissent des services d'aide maternelle de qualité.



Les parents ont besoin d'aide pour gérer leur stress.



La parentalité positive signifie un équilibre entre vie familiale et vie professionnelle.

Grâce à des services de soutien aux parents tels que :

- des centres et services locaux d'information, de conseils et de formation au rôle de parent ;
- des lieux où les parents peuvent se rendre pour échanger leurs expériences, apprendre les uns des autres et jouer avec leurs enfants ;
- des programmes éducatifs pour les parents, pendant la grossesse et d'autres phases du développement de l'enfant ;
- des lignes d'assistance téléphonique pour les parents et les enfants en situation de crise ;
- des programmes visant à soutenir l'éducation des enfants, à prévenir le décrochage scolaire et à promouvoir la coopération entre l'école et les parents ;
- des services axés sur les populations à risque comme les familles migrantes, les parents et les enfants handicapés, les parents adolescents ou en proie à des difficultés sociales et économiques.

Grâce à l'intégration des droits de l'enfant dans l'élaboration des politiques :

- en prenant en compte les droits de l'enfant dans toutes les politiques qui ont une incidence sur leur vie ;
- en créant les conditions nécessaires pour que les enfants puissent faire entendre leur voix et participer à la prise de décision politique sur les questions qui les concernent ;
- en établissant des organismes de protection des droits de l'enfant comme des bureaux de médiateurs et en les soutenant.



Les droits de l'enfant nous concernent tous.



Les enfants ont besoin d'orientations de manière à s'épanouir pleinement.

Grâce à des actions de sensibilisation :

- en faisant bien comprendre à l'ensemble des parents ce qu'est la parentalité positive ;
- en encourageant notamment les pères à assumer leur part de responsabilités pour élever et éduquer leurs enfants ;
- en veillant à donner à tous les professionnels qui s'occupent d'enfants (enseignant(e)s, dispensateurs/trices de soins, éducateurs/trices, assistant(e)s maternel(le)s, etc.) des orientations et une formation concernant la façon de pratiquer et de soutenir la parentalité positive.



La parentalité positive s'apprend.